



Commissaires aux comptes

AFORPA

Association Loi 1901

*150-156, rue du Maréchal Leclerc
94410 SAINT-MAURICE*

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

AUDITEURS ASSOCIES FRANCILIENS - GROUPE AF

Société de commissariat aux comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre
Sarl au capital de 240 000 € - Siège social : 45, boulevard Georges Clémenceau 92400 Courbevoie
RCS Nanterre B 422 774 349 - APF 69207 - TVA FR 44 422 774 349 - Tél : 01 83 75 81 81
www.groupeaf.com



Aux membres de l'assemblée générale de l'Association AFORPA,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association **AFORPA** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changements de méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels qui expose les incidences du changement de méthode comptable induit par la première application du règlement ANC 2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le conseil d'administration aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Courbevoie, le 5 juin 2026



Auditeurs Associés Franciliens

Philippe RIMMER
Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12mois)		Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov	Net	Net	
Immobilisations Incorporelles					
Frais d'établissement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevet, licences,...					
Autres immobilisations corporelles	64 903	64193	710	995	-285
Immob. incorp. en cours					
Immobilisations corporelles					
Terrains	1 067 143		1 067 143	1 067 143	
constructions	17 273 947	11 848 126	5 425 821	2 800 667	2 625 154
Inst. Techniques, materiel et outillage	6 859 723	5 465 896	1 393 827	1 490 171	-96 344
Autres immobilisations corporelles	2 881 734	2 505 120	376 614	470 593	- 93 979
Immobilisations corporelles en cours	105 999		105 999		105 999
Biens reçus legs /donat.dest.être cédés					
Immobilisations financières					
Participations	3 249 650	187 500	3 062 150	5 374 650	-2 312 500
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres	9 147		9 147	8 674	473
TOTAL (I)	31 512 289	20 070 835	11 441 454	11 213 366	228 088
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur com.					
Créances					
▪ Créances clients, cptes ratt.	1 201 307		1 201 307	899 817	301 490
▪ Créances reçues par legs					
▪ Autres	165 512		165 512	900 687	-735 175
Valeurs mobilières de placement	488 973		488 973	488 973	
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	1 010 688		1 010 688	2 072 640	-1 061 952
Charges constatées d'avance	36 913		36 913	54 912	-17 999
TOTAL (II)	2 903 393		2 903 393	4 417 029	-1 513 636
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remb. des emprunts (IV)					
Ecarts de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	34 415 682	20 070 835	14 344 847	15 630 395	-1 285 548

Bilan (suite)

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2025 (12mois)	Exercice précédent 31/12/2024 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
▪ Fonds propres statutaires	401 752	401 752	
▪ Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
▪ Fonds propres statutaires			
▪ Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
Réserves			
▪ Réserves statutaires ou contractuelles			
▪ Réserves pour projet de l'entité	788 823	788 823	
▪ Autres			
Report à nouveau	836 199	230 872	605 327
Excédent ou déficit de l'exercice	1 289 241	605 327	522 039
Situation nette (sous total)	3 154 140	2 026 774	1 127 366
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	7 540 566	9 120 115	-1 417 673
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	10 856 582	11 146 889	-290 307
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés			
TOTAL des fonds reportés et dédiés (II)			
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	248 000	1 037 000	-789 000
TOTAL (III)	248 000	1 037 000	-789 000
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des ets de crédit	717 341	62 599	654 742
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	652 953	1 368 286	-715 333
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	1 152 703	1 030 105	122 598
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	171 155	331 341	-160 185
Produits constatés d'avance	546 112	654 176	-108 064
TOTAL (IV)	3 240 265	3 446 506	-206 241
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	14 344 847	15 630 395	-1 285 548
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
-Acceptés par les organes statutairement compétents			
-autorisés par l'organisme de tutelles			
Dons en nature restant à vendre			



COMPTE DE RÉSULTAT

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2024

		Valeur au 31/12/2025	Valeur au 31/12/2024	Variation en valeur	en %
Produits d'exploitation					
Cotisations					
Ventes de biens et services					
Ventes de biens					
<i>dont ventes de dons en nature</i>					
Ventes de prestations de services		9 210 513	9 032 468	178 045	2
<i>dont parrainages</i>		255 350	296 200	-40 850	-14
Produits de tiers financeurs					
Concours publics et subventions d'exploitation		1 470 033	885 925	584 109	66
Versements des fondateurs ou cons. dotation consommable					
Ressources liées à la générosité du public					
Dons manuels					
Mécénats					
Legs, donations et assurances-vie					
Contributions financières					
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		789 000	115 926	673 074	581
Produits des cessions d'immobilisations incorp. et corp.					
Utilisations des fonds dédiés					
Autres produits		759		759	
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	(I)	11 470 305	10 034 319	1 435 986	14
Charges d'exploitation					
Achats de marchandises					
Variation de stocks					
Autres achats et charges externes		3 136 667	2 833 754	302 912	11
Aides financières					
Impôts, taxes et versements assimilés		307 608	304 636	2 972	1
Salaires		4 135 335	4 438 306	-302 971	-7
Cotisations sociales		2 036 002	2 212 641	-176 639	-8
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		906 587	824 810	81 778	10
Dotations aux provisions					
Valeur comptable des immob. incorp. et corp. cédées					
Report des fonds dédiés					
Autres charges		766 924	3 322	763 602	
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	(II)	11 289 124	10 617 470	671 654	6
1-RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(I-II)	181 181	-583 151	764 332	131



COMPTE DE RÉSULTAT

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2024

	Valeur au 31/12/2025	Valeur au 31/12/2024	Variation	
			en valeur	en %
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilière et créances actif immobilisé	316	380	-63	-17
Autres intérêts et produits assimilés	1 434 374		1 434 374	
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits de cessions d'immobilisations financières				
Produits nets sur cessions de VMP, d'instruments de trésor.	2 000 000		2 000 000	
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	3 434 690	380	3 434 311	
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	187 500		187 500	
Intérêts et charges assimilées	14 130	1 479	12 651	856
Différences négatives de change				
Valeur comptable des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de VMP, d'instruments de trésor.	2 125 000		2 125 000	
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)	2 326 630	1 479	2 325 151	
2-RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	1 108 060	-1 099	1 109 159	
3-RÉSULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	1 289 241	-584 250	1 873 491	321
Produits exceptionnels (V)		1 427 221	-1 427 221	-100
Charges exceptionnelles (VI)		237 643	-237 643	-100
4-RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		1 189 577	-1 189 577	-100
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	14 904 995	11 461 919	3 443 076	30
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	13 615 754	10 856 592	2 759 162	25
EXCÉDENT OU DÉFICIT	1 289 241	605 327	683 914	113
Contributions volontaires en nature				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL DES CONTRIB. VOLONTAIRES EN NATURE				
Charges des contributions volontaires en nature				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL CHARGES DES CONTRIB. VOLONTAIRES EN NAT.				
TOTAL	1 289 241	605 327	683 914	113



Annexe

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois

L'exercice précédent clos le 31/12/2024 avait une durée de 12 mois

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 14 344 846,56 euros.

Le résultat net comptable est un excédent de 1 289 214,14 euros.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 18/03/2026 par les dirigeants.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

- L'effectif d'apprenants de l'AFORPA est stable par rapport à l'année précédente (995 apprenants en contrat d'apprentissage contre 1001 en 2024).
- Dépréciation des titres de participation (3 237 K€) pour un montant de 187 K€ compte tenu de la dernière valorisation résultante de la cession des parts.
- Souscription d'un nouveau prêt bancaire dans le cadre du financement des travaux de construction et de rénovation du centre de formation de Coulommiers pour un montant de 712 000 €, remboursable sur 180 mensualités, avec une échéance finale en 2040.
- Reprise de la subvention ANFA pour 700 K€ : la subvention initialement comptabilisée en produits à recevoir n'a finalement pas été obtenue. Une provision pour risques avait été constituée à hauteur du montant concerné ; celle-ci est reprise intégralement, en compensation de la dépréciation de la créance, sans impact complémentaire sur le résultat.
- Reprise de la provision relative au litige avec Mme CRESPIE pour un montant de 89 K€ (provision totale : 139 K€). Conformément au protocole transactionnel signé entre l'AFORPA et Mme CRESPIE, une indemnité transactionnelle de 50 000 € a été versée sur l'année 2026.
- Cession de 40 parts sociales numérotées de 1571 à 1610 de la SCI des Services de l'Automobile et de la Mobilité pour un montant global, forfaitaire et définitif de 2 000 000 €, soit 50 000 € par part. Cette opération a permis d'apurer la dette de l'AFORPA envers la SCI SAM à hauteur de 656 K€. Le solde a été versé sur le compte bancaire de l'AFORPA.



PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le plan comptable général 2014-03, aux prescriptions du code du commerce et au règlement n°2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Seules sont exprimées les informations significatives.

CHANGEMENT DE METHODES COMPTABLES

Le règlement ANC n° 2022-06, homologué le 30 décembre 2023, modifie le plan comptable général et s'applique à compter du 1er janvier 2025. Notamment, il modifie la définition du résultat exceptionnel, supprime la technique des transferts de charges et modifie les modèles d'états financiers. Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025 sont établis et présentés conformément aux dispositions de ce règlement. Sur les incidences du nouveau règlement sur les principaux postes de 2025, voir ci-après Annexe MEP. Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ne sont pas retraités rétrospectivement des nouvelles règles. En revanche, des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 31/12/2024 », entre des lignes de bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers (voir ci-après Annexe MEP)

1. Incidences du changement de méthodes comptables sur les principaux postes de l'exercice 2025

1.1-Impacts de la nouvelle définition du résultat exceptionnel sur l'exercice 2025 :

À compter du 1er janvier 2025, conformément à l'article 513-5 du PCG, le résultat exceptionnel comprend :

- Les produits et charges directement liés à un événement majeur et inhabituel et qui n'auraient pas été constatés en l'absence de cet événement ;
- Les écritures comptables d'origine exclusivement fiscale, telles que les amortissements dérogatoires
- Les changements de méthodes comptables comptabilisés en résultat, lorsque leur traitement en capitaux propres est exclu en raison de dispositions fiscales- Les corrections d'erreurs, à l'exception de celles qui concernent des écritures initialement imputées directement sur les capitaux propres

Ce changement entraîne le classement en résultat courant d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées par nature en résultat exceptionnel.

Au 31 décembre 2025, un montant de 723 907 euros figure en autre charges exceptionnelles, et un montant de 789000 en produits exceptionnels. En application de la nouvelle réglementation, ci-dessous les reclassements réalisés de l'exceptionnel vers le résultat d'exploitation :



N°cpte	Libelle	Débit	Crédit
78700000	Reprise de provision	789 000	
78150000	Reprise de provision		789 000
65440000	Reprise subvention ANFA	700 000	
67800000	Reprise subvention ANFA		700 000
65440000	Pénalités Lease gestion	18	
67800000	Pénalités Lease gestion		18
65440000	Régularisation Protandem 2024	23 889	
67800000	Régularisation Protandem 2024		23 889

1.2 . Impacts de la suppression de la technique des transferts de charges sur l'exercice 2025 La suppression de la technique des transferts de charges entraîne le classement d'opérations qui avant l'application du nouveau règlement étaient comptabilisées dans le poste Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions et transferts de charges, dans d'autres postes de charges ou de produits. Au 31 décembre 2024, les transferts de charges inscrits parmi les produits d'exploitation s'élèvent à 115 926 €. Au 31 décembre 2025 : les transferts de charges, pour un montant total de 102249 €, sont enregistrés au crédit des comptes de charges de 63330000.

1. Présentation de la colonne comparative (exercice 2024 Des reclassements et des regroupements ont été opérés dans la colonne comparative « 31/12/2024 », entre des lignes du bilan ou du compte de résultat, pour respecter le nouveau format des états financiers.

- La ligne Charges constatées d'avance est remontée entre la rubrique des Créances et celle des Valeurs mobilières de placement ;
- Les transferts de charges d'exploitation sont présentés dans le poste Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions ;
- Les charges et produits exceptionnels sont regroupés sur les deux lignes « Produits exceptionnels » et « Charges exceptionnelles ».

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires hors frais d'acquisition et d'emprunts, déduction faite des rabais, remises ou ristournes obtenus) ou à leur coût de production.

Les immobilisations sont comptabilisées en application des règles issues du Plan Comptable Général et mises à jour par les règlements CRC 2002-10, CRC 2003-07 et CRC 2004-06.

En application des règlements comptables, les immobilisations inscrites à l'actif du bilan sont :

Identifiables,

Porteuses d'avantages économiques futurs,



Contrôlées par l'identité,
Évaluées de façon fiable.

L'approche par composants introduite par les règlements CRC n°2002-10 et CRC 2003-07 et applicable depuis le 01 janvier 2005 a conduit à une décomposition des immobilisations. Les éléments constitutifs (composants) d'un actif ayant des utilisations différentes ont été comptabilisés séparément et ont fait l'objet d'un plan d'amortissement propre à chacun de ses éléments.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendues de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Logiciels	1 an
Constructions	6 à 36 ans
Installations techniques, matériels pédagogiques	1 à 10 ans
Installation, matériels et outillage restauration	5 à 10 ans
Installations et agencements divers	4 à 20 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et informatique	1 à 10 ans
Mobiliers de bureau	3 à 10 ans

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie ou moins équivalente attendue de celui-ci.



Le règlement du litige avec l'ANFA étant acté, la provision pour risques et charges d'un montant de 700 000 euros constatée au 31/12/2024 a fait l'objet d'une reprise sur l'exercice clos le 31/12/2025 pour un montant de 700 000 euros.

Le litige avec madame CRESPIE faisant l'objet d'un protocole transactionnel signé entre l'AFORPA et Mme CRESPIE au cours du premier trimestre 2026 à hauteur de 50 000 euros, une reprise de provision a été effectuée à hauteur du différentiel (provision initiale de 139 000 euros) soit 89 000 euros.

AUTRES INFORMATIONS

Engagement de retraite

D'une façon générale, la gestion des engagements de retraite de l'AFORPA a fait l'objet d'une externalisation. L'association cotise auprès d'un organisme social (IRP AUTO) chargé de constituer un fonds destiné au financement des indemnités de fin de carrière.

Engagement pris sur la subvention d'investissement destinée à financer GUYANCOURT

La région Ile-de-France a soutenu financièrement la construction du Campus de GUYANCOURT. A ce titre, elle a versé une subvention d'investissement à l'AFORPA pour un montant de 5 362 500 euros.

La convention signée précise que l'AFORPA s'engage à conserver à son actif et à exploiter le site de GUYANCOURT pendant vingt ans sous peine de devoir reverser tout ou partie de la subvention.

Au titre de l'exercice 2025, et à la suite de la cession des 40 parts de la SCI SAM, une reprise de la quote-part de subvention relative à la subvention Région Guyancourt, pour un montant de 691 k€, a été comptabilisée. Cette reprise a été déterminée en tenant compte de la période effective d'application de la subvention, soit 6,5 années.

Cette subvention est reportée au résultat de l'exercice pour un vingtième de son montant chaque année. Le montant pour l'année 2025 est de 161 875€

Information relatives aux rémunérations

En application des dispositions de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 euros, et recevant une ou plusieurs subventions d'une ou plusieurs collectivités publiques dont le montant cumulé est supérieur à 50 000 euros, doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Cette disposition est applicable à l'association.

Au cours de l'exercice 2025, les rémunérations versées par l'AFORPA à ses deux cadres dirigeants sont les suivantes :

- Monsieur Jean-Claude DUGENY – président : 48 266 euros
- Monsieur Christophe BONJEAN – Directeur Général : 135 747 euros dont avantage en nature 3 524 euros.



Effectifs salariés

les effectifs des salariés de l'AFORPA (en nombre de postes) à fin 2025 sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

	Cadres	Agents de maitrise (Administratifs)	Agents de maitrise (enseignants)	Employés	TOTAL
Effectif au 31/12/2025	9	14	53	5	81
Dont CDD				1	1

Honoraires du Commissaire aux Comptes

En application des dispositions de l'article R.123-198 du code de commerce, relatif aux obligations comptables applicables aux personnes morales, le montant total des honoraires des Commissaires aux Comptes figurant au compte de résultat de l'exercice doit être mentionné dans les comptes financiers, en séparant les honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes, de ceux facturés au titre de conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes.

Cette disposition est applicable à l'association.

Au cours de l'exercice 2025, le montant des honoraires versés au Commissaire aux Comptes sur l'exercice est comptabilisé pour 21 661 euros.



ETAT DES IMMOBILISATIONS

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2024

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

	V. brute des immobs début d' exercice	Augmentation	
		suite à rééval.	acquisition
Immobilisations incorporelles			
Autres immobilisations incorporelles	64 902.86		
TOTAL	64 902.86		
Immobilisations corporelles			
Terrains	1 067 143.12		
Constructions sur sol propre	14 362 428.73		2 911 518.62
Installations techniques, matériel et outillages industriels	6 464 117.81		395 605.41
Installations générales, agencements et aménagements divers	1 581 036.85		25 280.50
Matériel de transport	214 230.64		
Matériel de bureau, informatique & mobilier	1 052 456.23		8 729.52
Immobilisations corporelles en cours			105 999.00
TOTAL	24 741 413.38		3 447 133.05
Immobilisations financières			
Autres participations	5 374 650.00		
Prêts et autres immobilisations financières	9 146.85		480.57
TOTAL	5 383 796.85		480.57
TOTAL GENERAL	30 190 113.09		3 447 613.62



ETAT DES IMMOBILISATIONS

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2024

	Diminution par virt poste	par cession	Valeur brute des immobs fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles			64 902.86	
TOTAL			64 902.86	
Immobilisations corporelles				
Terrains			1 067 143.12	
Constructions sur sol propre			17 273 947.35	
Inst. techniques, matériel et outillages indust.			6 859 723.22	
Inst. générales, agencements et aménag. divers			1 606 317.35	
Matériel de transport			214 230.64	
Matériel de bureau, informatique & mobilier			1 061 185.75	
Immobilisations corporelles en cours			105 999.00	
TOTAL			28 188 546.43	
Immobilisations financières				
Autres participations		2 125 000.00	3 249 650.00	
Prêts et autres immobilisations financières		437.99	9 189.43	
TOTAL		2 125 437.99	3 258 839.43	
TOTAL GENERAL		2 125 437.99	31 512 288.72	



ETAT DES IMMOBILISATIONS

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2024

	Augmentation de l'exercice	Virement poste à poste	Virement de l'actif circ.	Ventilation acquisition	Entrée apport	création
Immobilisations corporelles						
Constructions sur sol propre	2 911 518.62			2 911 518.62		
Inst. tech., matériel et outillage	395 605.41			395 605.41		
Inst. générales, agencés divers	25 280.50			25 280.50		
Matériel de bureau, info. & mobilier	8 729.52			8 729.52		
Immo corporelles en cours	105 999.00			105 999.00		
TOTAL	3 447 133.05			3 447 133.05		
Immobilisations financières						
Prêts et autres immo financières	480.57			480.57		
TOTAL	480.57			480.57		
TOTAL GENERAL	3 447 613.62			3 447 613.62		
	Diminution de l'exercice	Virement poste à poste	Virement de l'actif circ.	Ventilation cession	Sortie scission	mise hors serv.
Immobilisations financières						
Autres participations	2 125 000.00			2 125 000.00		
Prêts et autres immo financières	437.99			437.99		
TOTAL	2 125 437.99			2 125 437.99		
TOTAL GENERAL	2 125 437.99			2 125 437.99		



ETAT DES AMORTISSEMENTS

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2024

TABEAU DES AMORTISSEMENTS

	Durée util., taux d'amort., fourchette	Mode d'amort.	Amort. cumulés début exercice	Dotation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Amort. cumulés fin exercice
Immobilisations incorporelles						
Autres immobs incorporelles	10 à 15 ans	Linéaire	63 907.73	284.88		64 192.61
TOTAL			63 907.73	284.88		64 192.61
Immobilisations corporelles						
Constructions sur sol propre	20 à 30 ans	Linéaire	11 561 761.73	286 364.20		11 848 125.93
Inst. tech., mat. et out. industriels	5 à 10 ans	Linéaire	4 973 947.20	491 949.15		5 465 896.35
Inst. générales, agencés divers	5 à 10 ans	Linéaire	1 324 975.41	50 885.37		1 375 860.78
Matériel de transport	5 ans	Linéaire	214 230.64			214 230.64
Matériel de bureau, informatique	3 à 5 ans	Linéaire	837 924.87	77 103.81		915 028.68
TOTAL			18 912 839.8	906 302.53		19 819 142.3
TOTAL GENERAL			18 976 747.5	906 587.41		19 883 334.9

	Dotation de l'exercice	Ventilation réévaluation mode linéaire autre mode dotation except.
Immobilisations incorporelles		
Autres immobilisations incorporelles	284.88	284.88
TOTAL	284.88	284.88
Immobilisations corporelles		
Constructions sur sol propre	286 364.20	286 364.20
Inst. tech., matériels et outillages industriels	491 949.15	491 949.15
Installations générales, agencements divers	50 885.37	50 885.37
Matériel de bureau, informatique & mobilier	77 103.81	77 103.81
TOTAL	906 302.53	906 302.53
TOTAL GENERAL	906 587.41	906 587.41



ETAT DES DÉPRÉCIATIONS

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2024

DÉTERMINATION DE LA VALEUR ACTUELLE

La valeur vénale est retenue pour déterminer la valeur actuelle.

MOUVEMENTS DES DÉPRÉCIATIONS

	Dépréciation début d'exercice	Augmentation dotation de l'exercice	Diminution reprise de l'exercice	Dépréciation fin de l'exercice
Immobilisations financières				
Titres de participation		187 500.00		187 500.00
TOTAL		187 500.00		187 500.00
TOTAL GÉNÉRAL		187 500.00		187 500.00



ETAT DES CRÉANCES

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2024

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Actif immobilisé			
Autres immobilisations financières	9 189.43		9 189.43
Actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	2 042.26	2 042.26	
Autres créances clients	1 199 264.32	1 199 264.32	
Personnel et comptes rattachés	1 600.00	1 600.00	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	62 444.88	62 444.88	
Divers	94 354.16	94 354.16	
Débiteurs divers	7 112.90	7 112.90	
Charges constatées d'avance	36 913.24	36 913.24	
TOTAL	1 412 921.19	1 403 731.76	9 189.43



COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2024

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

Montant

Exploitation

36 913.24

TOTAL**36 913.24****PRODUITS À RECEVOIR**

Montant

Créances clients et comptes rattachés

350 139.35

Autres créances

139 259.10

TOTAL**489 398.45**

ETAT DES PROVISIONS

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2024

	Montant au début de l'exercice	Augmentation dotation de l'exercice	Diminution reprise de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques et charges				
Prov. pour chges sociales, fisc. / congés à payer	1 037 000.00		789 000.00	248 000.00
TOTAL	1 037 000.00		789 000.00	248 000.00
Provisions pour dépréciations				
Sur immobilisations titres de participation		187 500.00		187 500.00
TOTAL		187 500.00		187 500.00
TOTAL GÉNÉRAL	1 037 000.00	187 500.00	789 000.00	435 500.00
Dont dotations & reprises d'exploitation			789 000.00	
Dont dotations & reprises financières		187 500.00		



ETAT DES PROVISIONS

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2024

TABEAU DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	Montant au début de l'exercice	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisée	Non utilisée	
Prov. pour chges soc., fisc. / congés à payer	1 037 000.00		789 000.00		248 000.00
TOTAL	1 037 000.00		789 000.00		248 000.00
Dont dotations & reprises d'exploitation			789 000.00		
Dont dotations & reprises financières		187 500.00			



ETAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2024

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes etbs à plus d'1 an à l'origine (1)	717 341.32	717 341.32		
Fournisseurs et comptes rattachés	652 953.11	652 953.11		
Personnel et comptes rattachés	505 496.89	505 496.89		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	580 082.78	580 082.78		
Autres impôts et taxes assimilées	66 807.76	66 807.76		
Autres dettes	171 155.33	171 155.33		
Produits constatés d'avance	546 111.87	546 111.87		
TOTAL	3 239 949.06	3 239 949.06		



COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF

COMPARAISON AVEC Harmonisation au 31/12/2024

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Montant

Exploitation

546 111.87

TOTAL**546 111.87****CHARGES À PAYER**

Montant

Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

1 088.96

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

449 315.00

Dettes fiscales et sociales

843 641.36

Autres dettes

155 980.33

TOTAL**1 450 025.65**

Compte de résultat par établissement 2025

	Total	Coulommiers	Guyancourt	Issy Les Moulineaux	Saint Maurice	Vaux Le Pénil
Chiffre d'affaires net	9 210 513	889 989	2 187 358	1 654 525	2 754 519	1 724 122
Subventions d'exploitation Région	352 110	33 997	83 557	63 203	105 217	66 136
Autres subventions d'exploitation	113 690	14 870	23 805	20 370	33 481	21 164
Reprise sur amortissements et prov, transferts de charges						
Autres produits	951 634	-	861 875	-	89 759	-
Total des produits d'exploitation	10 627 947	938 856	3 156 595	1 738 098	2 982 976	1 811 422
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)						
Autres achats et charges externes	- 3 136 667	- 205 387	- 987 366	- 509 158	- 1 008 698	- 426 058
Impôts, taxes et versements assimilés	- 82 888	- 1 688	- 4 127	- 3 126	- 5 201	- 68 746
Salaires et traitements	- 6 396 057	- 798 413	- 1 298 076	- 1 148 892	- 1 867 796	- 1 282 880
Redevance	- 38 853	- 3 024	- 6 845	- 5 534	- 18 083	- 5 367
Dotations aux amortissements moins reprises subventions (hors Sci) moins vnc	- 64 229	- 960	- 2 977	- 5 161	- 34 951	- 20 180
Dotation aux provisions pour risques et charges						
Autres charges	- 728 071	- 458	- 700 700	- 623	- 25 685	- 565
Total des charges d'exploitation	- 10 446 765	- 1 009 970	- 3 000 091	- 1 672 494	- 2 960 414	- 1 803 796
1 - Résultat d'exploitation	181 182	- 71 114	156 504	65 604	22 562	7 626
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	316	45	68	59	91	53
Intérêts et charges assimilées	- 14 130	- 12 846	- 312	- 277	- 444	- 251
2 - Résultat financier	- 13 814	- 12 801	- 244	- 218	- 353	- 198
3 - Résultat courant avant impôts	167 368	- 83 915	156 260	65 386	- 22 915	7 428
3 bis - Pour mémoire Résultat cession sci SAM	1 121 873		1 121 873			
Produits exceptionnels sur opération de gestion						
Charges exceptionnelles sur opération de gestion						
4- Résultat exceptionnel						
5 - Bénéfice ou perte	1 289 241	- 83 915	1 278 134	65 386	22 209	7 428
6 - Répartition OG suivant CA						
	-	- 0	- 0	- 0	- 0	- 0
7 - Résultat après ventilation OG	1 289 241	- 83 915	1 278 134	65 386	22 209	7 428